

FLN : MALGRÉ LE COUP DE FORCE DU 10^e CONGRÈS

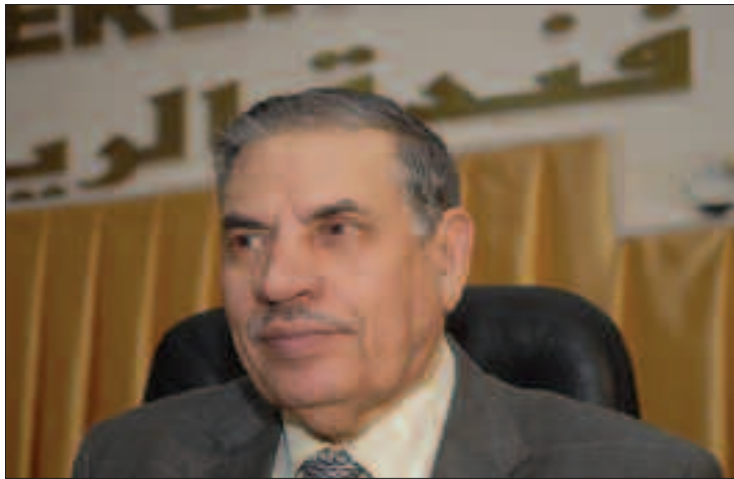
Les contestataires ne renoncent pas

Les contestataires de Amar Saâdani ne renoncent pas et ne comptent pas non plus agir en dehors de la structure, le Front de libération nationale, comme le proposaient certains, à l'image de Abdelaziz Ziari, favorable à la création d'un nouveau parti. Les ténors de l'ex-parti unique écartent définitivement cette idée et reviennent à la charge en s'engageant à poursuivre la guerre contre Saâdani.

Kamel Amarni - Alger (Le Soir) - Une semaine après le congrès de la Coupole, les contestataires ont animé une conférence de presse, jeudi dernier, en leur siège d'El-Biar, à Alger. Les leaders du mouvement, en l'occurrence Salah Goudjil, Abderrahmane Belayat et Abdelkrim Abada, se sont montrés inflexibles sur leurs positions antérieures. «Nous persistons à considérer illégitime ce congrès et la nouvelle direction de fait qu'il a désignée (...)». Or, et à la tête de «la nouvelle direction» se trouve justement... Abdelaziz Bouteflika ! Ce dernier, réélu président du parti à l'occasion, avait en outre adressé une lettre de soutien à Amar Saâdani et lue à l'ouverture des travaux du 10^e congrès. Ce que n'ignorent, bien sûr, pas les contestataires. Sans pour autant le citer nommément, ces vieux routiers de la politique répondent

directement à Bouteflika lorsqu'ils glissent cette phrase assez allusive dans leur communiqué : «Ces agissements anti-démocratiques (...) n'honorent pas le FLN. Ils lui portent préjudice ainsi qu'à ses militants et ne peuvent en aucune manière permettre au parti de servir de bon exemple à suivre par les autres partis, notamment les nouveaux parmi eux.» Pour rappel, Bouteflika estimait, dans sa lettre au 10^e congrès, que «le FLN donne ainsi le bon exemple à suivre par les autres partis, notamment les nouveaux parmi eux» !

Pour revenir à l'objet du litige entre Amar Saâdani et les contestataires, à savoir le 10^e congrès, il est désormais de notoriété publique que tout, absolument tout avait été inspiré, commandité et mené par Bouteflika. Ce congrès n'aura été qu'une démonstration de force, grandeur nature, du clan pré-



Les leaders du mouvement se sont montrés inflexibles sur leurs positions antérieures.

sidentiel qui s'empare du parti sans même mettre les formes. Bouteflika affirmant de manière claire son soutien à Saâdani et se faisant reconduire lui-même président du parti, l'on assistera durant la semaine à un inédit mouvement de ralliement de membres du gouvernement, treize pour le moment, ainsi que de hauts fonctionnaires qui rappelle, en bien des égards, un phénomène similaire ayant caractérisé la création du RND en 1997 !

C'est dire la complexité de la tâche pour les contestataires qui font face là, désormais de manière ouverte, non plus à Saâdani, mais à la... présidence de la République ! L'on peut, d'ores et déjà, prédire le verdict d'une nouvelle action en justice que les contestataires comptent lancer pour «annuler ce congrès et ses résultats», l'actuel ministre de la Justice, Tayeb Louh, figurant parmi les ministres siégeant dans le nouveau Comité central. Avec

lui, on compte douze autres ministres en exercice, le président de l'APN, le secrétaire général de la présidence, un très proche conseiller de Abdelaziz Bouteflika, à savoir Benamar Zerhouni, de nombreux secrétaires généraux des ministères, etc. En réalité, le combat des contestataires ne peut être que politique. Ce qu'ils n'ignorent pas. Un combat qu'il y a lieu d'inscrire sur le moyen ou le long terme. L'enjeu fondamental consiste à être là, en attendant que le rapport de force, au sommet, change ou devienne moins défavorable qu'il l'est présentement. Ce à quoi les contestataires s'engagent du reste dans leur communiqué : «Nous affirmons notre ferme détermination à poursuivre avec l'appui de notre base militante notre combat en utilisant tous les moyens légaux pour remettre notre parti sur les rails et le libérer des dérapages et déviations qui ont trouvé leur consécration dans la préparation et la tenue du congrès ainsi que dans ses résultats.» Tout dépendra de l'évolution de l'état de santé de Abdelaziz Bouteflika, seule donne politique déterminante, en réalité...
K. A.

LOUISA HANOUNE, SECRÉTAIRE GÉNÉRALE DU PT :

«Nous assistons à la mise au pas de la décision politique»

La secrétaire générale du PT poursuit sa traque de l'oligarchie qu'elle situe à bien des échelons de la hiérarchie étatique, avec, cependant, toujours le minutieux soin d'épargner le président de la République.

M. Kebci-Alger (Le Soir) - Et Louisa Hanoune est allée, cette fois-ci, un peu plus loin dans son réquisitoire contre les porteurs de ce fléau. Hier vendredi, à l'ouverture des travaux d'une session ordinaire du comité central de son parti, elle a estimé que cette oligarchie constitue un fait marquant de la situation politique nationale avec ses corollaires, une «prédation à grande échelle» et des ministres et de hauts responsables qui donnent l'impression d'en être «tétanisés» voire «fascinés». «Nous assistons à un transfert progressif et une mise au pas de la décision politique après s'être acca-

paré de la décision économique», a-t-elle regretté. Ceci tout en faisant remarquer que «ces mutations économiques étaient entamées bien avant la chute des cours de l'or noir en décembre dernier». Elle a cité, dans ce cadre, les tentatives de «vidage» de leur sens des lois de finances 2009 et 2010, avec l'excès dans le «gré à gré» dans les accords de partenariat qui ne profitent, selon elle, qu'aux «nouveaux oligarques». «C'est un processus d'une extrême violence, d'une extrême brutalité, avec des incidences graves et incommensurables sur la majorité au seul bénéfice d'une

minorité au nom de l'investissement». «C'est une menace sérieuse pour le secteur privé traditionnel et le secteur public», a enchaîné Hanoune pour qui l'oligarchie «n'admet jamais d'échec» et constitue un danger pour la propriété collective, et ce, à l'opposé de l'article 17 de la Constitution, a-t-elle fait remarquer.

D'où, estime encore la patronne du PT, «l'étau qui se resserre sur l'Etat avec un autre Etat parallèle qui se met en place».

Selon Hanoune, la désignation récente d'un ex-directeur d'un quotidien appartenant à l'un de ces grands oligarques à la tête de l'Anep, n'est qu'une étape dans l'optique de faire «abdiquer les médias». Elle a dénoncé, dans le même sillage, la journée parlementaire «inédite» prévue, demain

dimanche, en étroite collaboration avec le FCE, autour des «entraves à l'investissement et de la mise sur pied d'une commission mixte permanente APN-FCE. «Nous ne nous tairons pas devant cette grave dérive qui constitue une menace sur l'APN», a soutenu la secrétaire générale du PT qui a condamné cette volonté de «caporaliser l'APN publiquement et violemment».

Prenant, comme à son habitude, le soin de tenir le Premier magistrat du pays loin, loin même de toutes ces «vellités oligarchiques», Hanoune a soutenu que le ministre de la Santé, de la Population et de la Réforme hospitalière n'a pas informé Abdelaziz Bouteflika du contenu, ou tout au moins certains aspects projet de la nouvelle loi sur la santé. Un projet pourtant discuté lors du

tout dernier Conseil des ministres présidé par le président de la République derrière lequel Hanoune décèle des vellités de remise en cause du principe de gratuité des soins en droite ligne d'une option de privatisation et, donc, de «siphonnage» du secteur. Abdelmalek Boudiaf que la secrétaire générale du PT accuse de «ne pas reconnaître les professeurs et les compétences» et de «financer les cliniques privées», n'aurait pas oublié ses réflexes de «wali».

La secrétaire générale du PT s'est également interrogée sur l'auteur du communiqué sanctionnant le dernier Conseil des ministres où il était fait mention de la «caducité» du combat idéologique et du distinguo entre les secteurs privé et public.

M. K.

OUVERTURE DU PROCÈS DE L'AFFAIRE SONATRACH I CE DIMANCHE

La grande explication ?

C'est ce dimanche que se tiendra à la cour d'Alger le procès de l'affaire Sonatrach I. Un procès qui verra l'audition d'une quinzaine de personnes et quatre entreprises étrangères (personnes morales) «poursuivies pour corruption». Reporté une première fois, le procès en question, très attendu par l'opinion publique, sera, selon des spécialistes de la question judiciaire, riche en révélations.

Abder Bettache - Alger (Le Soir) - Pour rappel, la 5^e Chambre criminelle près la cour d'Alger, en charge de statuer sur cette affaire, avait reporté le procès en raison de l'absence de plusieurs témoins, dont les témoignages ont été considérés par les avocats de la défense comme «très importants». Ainsi, outre les mis en cause dans cette affaire, 108 témoins sont appelés à passer à la barre, parmi eux de hauts cadres de la compagnie Sonatrach. Parmi les prévenus, figure l'ancien P-dg du groupe Sonatrach, Meziane Mohamed,

ainsi que huit directeurs exécutifs du groupe, dont Amar Zenasni, responsable du transport par pipeline et le directeur des activités «amont» Belkacem Boumediene. Sur la liste des accusés, figurent également quatre entreprises étrangères ayant bénéficié «fraudemment» de marchés publics, au préjudice de Sonatrach, selon le rôle de la première session criminelle 2015.

Les accusés, dont sept sont en détention, doivent répondre des chefs d'inculpation de «commandement d'une association de malfaiteurs, passation de marchés en vio-

lation de la législation et du règlement, octroi d'avantages injustifiés au profit d'autrui et augmentation des prix lors de la passation des marchés». Ils sont également poursuivis pour «corruption, dilapidation de deniers publics, abus de fonction et blanchiment d'argent». Selon l'arrêt de renvoi, les faits portent sur cinq marchés frauduleux d'une valeur de 1.100 milliards de centimes accordés par l'ex-P-dg de Sonatrach, Mohamed Meziane, au groupe allemand Contel Algérie Funkwerk Pletarc dans le cadre d'un projet d'acquisition d'équipements de télésurveillance et de protection électronique des complexes du groupe pétrolier à travers le pays.

Ces contrats, selon l'accusation, ont été accordés dans le cadre du gré à gré, en contrepartie d'actions acquises au profit des deux fils du patron de Sonatrach, Fawzi et Reda Meziane, dans le groupe Contel,

selon la même source. Le groupe Contel Algérie Funkwerk Pletarc et son patron, Smaïl Djaâfar Mohamed-Réda, principal accusé dans cette affaire, ont obtenu des privilèges injustifiés alors que ses offres étaient plus élevées que celles des autres soumissionnaires. Les investigations ont également révélé que Mohamed Meziane avec la «complicité» du responsable des activités «amont», Belkacem Boumediene, a mis au point un plan pour subdiviser le projet de télésurveillance électronique de Sonatrach en 4 parties afin d'attribuer 3 marchés au groupe allemand.

Selon l'arrêt de renvoi (293 pages), le groupe Sonatrach a conclu un marché douteux avec Saipem Algeria (Italie) pour la réalisation du gazoduc liant l'Algérie à l'Italie (Sardaigne). L'enquête a révélé qu'un des fils de Mohamed Meziane travaillait comme

conseiller, depuis 2006, auprès de l'ex-directeur de Saipem Contracting Algérie, Tullio Orsi. Ce dernier est poursuivi par le parquet de Milan dans le cadre d'une affaire de corruption impliquant le groupe pétrolier italien ENI, dont Saipem est une filiale, pour l'octroi de marchés pétroliers en Algérie.

Pour rappel, ce procès s'ouvre alors que le tribunal correctionnel de Sidi-M'hamed avait demandé un complément d'enquête dans l'autre affaire où est poursuivi l'ex-P-dg de Sonatrach et son proche collaborateur. Il s'agit de l'ex-P-dg du groupe Sonatrach Mohamed Meziane (sous contrôle judiciaire) et du vice-président du groupe chargé des activités amont, Belkacem Boumediene (en détention depuis 2010), qui sont poursuivis pour infraction aux changes et dont la partie civile est l'administration des Douanes.

A. B.